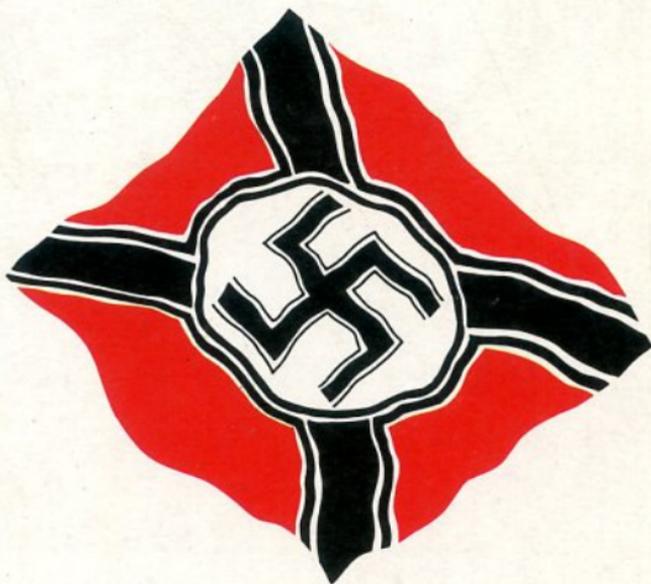


Sous la direction de

Alfred Grosser

**10 LEÇONS
SUR
LE NAZISME**



pas symbolisée par le bûcher du 10 mai 1933 dans lequel sont jetés les « mauvais » livres, pendant que sont prononcés de véritables exorcismes incantatoires :

« Contre la lutte des classes et le matérialisme, pour la communauté du peuple et une philosophie idéaliste – je remets au feu les écrits de Karl Marx et de Trotsky.

« Contre la décadence et la décomposition morale, pour la dignité et les bonnes mœurs dans la famille et l'État – je remets au feu les écrits de Heinrich Mann, Ernst Gläser, Erich Kästner.

« Contre l'exagération destructive de la vie instinctive, pour la noblesse de l'âme humaine – je remets au feu les écrits de l'école de Sigmund Freud.

« Contre la falsification de notre histoire [...], pour le respect de notre passé – je remets au feu les écrits d'Emil Ludwig-Kohn.

« Contre le journalisme étranger au peuple et de marque démocratico-judaïque, pour une coopération responsable à l'œuvre de construction nationale – je remets au feu les écrits de Theodor Wolff et de Georg Bernhard.

« Contre la trahison littéraire envers le soldat de la Grande Guerre, pour l'éducation du peuple dans l'esprit de vérité – je remets au feu les écrits d'Erich Maria Remarque.

« Contre l'impudence et la prétention, pour le respect et la vénération de l'immortel esprit populaire allemand – dévore aussi, ô flamme, les écrits de Tucholsky et d'Ossietsky. »

Le pouvoir total

Le 30 janvier 1933, Hitler est devenu chancelier. Il était déjà chef du parti. Le 1^{er} décembre, une loi proclame l'unité entre ce parti – devenu unique – et l'État. Le Reichstag n'est pas supprimé. Le Parlement sera simplement composé à cent pour cent des membres du parti siégeant en uniforme, ce qui permettra à Hitler de leur lancer triomphalement, le 30 janvier 1934, du haut de la tribune : « Pendant plus de soixante-dix ans, ces partis ont vécu dans le corps du peuple allemand, et, même s'ils

ont subi des transformations de détail, ils semblaient immortels. Ils ont dominé la législation allemande comme ils l'entendaient. Le Reich pouvait bien perdre une guerre, les partis en étaient à peine émus. Le peuple allemand pouvait bien perdre sa liberté, les partis n'en insistaient que davantage sur leurs droits.

« Eh bien, mes hommes du Reichstag allemand, en une année de révolution national-socialiste, nous avons abattu les partis ; nous n'avons pas seulement brisé leur puissance, nous les avons anéantis, nous les avons extirpés de notre peuple allemand. »

Le chancelier n'était que chef du gouvernement central. En quelques semaines, tout fédéralisme est supprimé. Des préfets remplacent les gouvernements. Et ces préfets eux-mêmes tremblent devant les Gauleiter, les chefs régionaux du parti. Mais ce parti ne fait-il pas problème ? Ne risque-t-il pas de peser sur la volonté de son chef et de lui rappeler son programme initial ?

Dès la fin de 1933, la révolution, pour Hitler, est terminée. Elle a eu pour but de l'amener au pouvoir. Ce n'est pas tout à fait ce que s'était imaginé une bonne part des Sections d'assaut, notamment leur chef, Ernst Röhm. Pour eux, il s'était agi de transformer profondément la société allemande, et pas seulement de contrôler et d'orienter les cadres traditionnels de l'administration, de l'armée, de l'industrie. Que faire alors des S.A. ? Une police auxiliaire ? Göring s'y refuse : la police normale lui paraît suffisante. Une armée auxiliaire ? Ce serait offenser la Reichswehr. On aboutit alors à la « Nuit des longs couteaux » du 30 juin 1934. En fait, c'est pendant trois jours qu'on massacre. On exécute non seulement les chefs des S.A., mais également le général von Schleicher et sa femme, Gregor Strasser, et d'autres adversaires potentiels. Les exécutants – au double sens du terme – sont les S.S., en principe groupes de protection (*Schutzstaffeln*) des S.A., mais auxquels ce fait d'armes vaudra l'indépendance : leur chef, Heinrich Himmler, sera soumis au seul Führer et cumulera ses fonctions avec la direction du redoutable organe de répression que va être la police secrète d'État, la *Geheime Staatspolizei* – en abrégé Gestapo.

L'armée n'est assurément pas mécontente de ce massacre qui

la rassure pleinement. Ses chefs ont été mis en confiance par Hitler dès son arrivée à la chancellerie. Le 3 février 1933 il les a reçus et leur a déclaré que l'armée est « l'institution la plus importante et la plus socialiste de l'État. Elle doit rester apolitique et au-dessus des partis. La lutte à l'intérieur n'est pas son affaire, mais l'affaire de l'organisation du parti ». Il a annoncé sans vaines périphrases ses buts : « La conquête d'un nouvel espace vital à l'est et sa germanisation impitoyable. » « La période dangereuse sera la reconstruction de la Wehrmacht. On verra alors si la France a des hommes d'État : si oui, elle ne nous laissera pas le temps, mais nous attaquera. »

Les chefs de l'armée acceptent ces perspectives. Quand le vieux président Hindenburg meurt le 2 août 1934, ils font prêter serment à l'ensemble des officiers et des soldats : « Je fais devant Dieu le serment sacré que je prêterai une obéissance inconditionnelle au Führer du peuple et du Reich allemands, Adolf Hitler, le chef suprême de la Wehrmacht [...], et je veux me tenir prêt à tout moment à mettre ma vie en jeu pour tenir mon serment. »

En effet, le 1^{er} août a paru une loi disant que les fonctions de président du Reich et de chancelier seront rassemblées sur la personne d'Adolf Hitler qui nomme son successeur. Il détient alors tous les pouvoirs institutionnels. Mais cela ne lui suffit pas. Le président n'est que le chef nominal de l'armée : Hitler attendra encore quatre ans pour éliminer les principaux généraux et se nommer lui-même commandant suprême. D'autres dictateurs acceptent l'existence de lois et de juges qu'ils ne contrôlent pas totalement. Pas Hitler.

Au lendemain du massacre du 30 juin 1934, Carl Schmitt écrit : « Le véritable chef est toujours en même temps juge. C'est de son autorité [*Führertum*] que vient sa qualité de juge. Celui qui veut séparer l'un de l'autre, ou même opposer le juge au chef, transforme le juge en contre-chef ou en instrument du contre-chef. En vérité, l'action du Führer a été un acte de juridiction normale. Elle n'est pas soumise à la justice. Elle était par définition la suprême justice [...]. Tout droit émane du Führer. »

C'est ce qu'exprime également le chef de la justice du Reich,

Funk, dans les instructions à l'ensemble des juges allemands : « Le fondement de la jurisprudence est la philosophie national-socialiste, de la façon dont elle s'exprime dans le programme du parti et dans les discours de notre Führer [...]. Face à des décisions du Führer, le juge n'a aucun droit de contrôle. Il est lié à toute parole et à toute décision du Führer, dans la mesure où la volonté du Führer de dire le droit a été clairement exprimée. »

Mais la volonté du Führer ne suffit pas : il faut des structures pour assurer son pouvoir. Des structures d'encadrement pour les ouvriers, pour les paysans, pour les artistes, pour les professeurs. Des structures de surveillance locales, depuis l'immeuble jusqu'au quartier. Des structures d'animation quasi mystiques et des structures de formation idéologique. On arrive ainsi à l'État total qu'un autre célèbre juriste allemand définit laudativement à l'époque comme « l'État de la responsabilité totale. Cette responsabilité enlève tout caractère privé à l'existence individuelle ». Ce que Goebbels résumera en disant : « Tu n'es rien, ton peuple est tout. » Et le peuple doit s'identifier au Führer. Une telle identification sera recherchée par les moyens les plus divers. Il y aura les grandes mises en scène de Goebbels où tout est réglé avec précision : alignement des masses en uniforme, chants et cris, drapeaux et éclairages, minutage de l'arrivée du Führer. Celui-ci peut ainsi dire aux centaines de milliers de participants, au congrès du parti à Nuremberg en 1936, alors que la nuit les recouvre et que les projecteurs se concentrent sur lui : « Quand nous nous rencontrons ici, nous sommes tous remplis par l'aspect merveilleux de cette rencontre. Chacun de vous ne me voit pas et je ne vois pas chacun de vous. Mais je vous sens, vous me sentez, nous sommes un. » Le procès-verbal note ici : « Mouvement profond dans la foule, émotion profonde des masses. »

Il y aura la prise en main de l'éducation ¹. Par exemple à l'aide de jolis livres à lire chez soi, parus dès 1933. L'un d'eux s'intitule *Enfants, que savez-vous du Führer ?* Il commence par

1. Voir le chapitre de Joseph Rovin.

raconter l'histoire de la guerre de 1914 : « A l'époque dont je vous parle, où tout allait bien en Allemagne, les Français ont eu peur de notre efficacité et sont devenus jaloux de nous. Les Anglais et les Russes sont également devenus jaloux de nous. Souvent, on pouvait lire dans le journal : un Allemand a inventé une machine qui marche spécialement bien. Ou encore : un Allemand a bâti une fabrique, les choses qui y sont construites sont particulièrement bien travaillées. Il y a une légende qui me revient à l'esprit que vous connaissez tous : là aussi, quelqu'un a été jaloux. Vous voyez bien ce que je veux dire : la belle reine, la belle-mère de Blanche-Neige. De Blanche-Neige, vous savez qu'elle était blanche comme la neige, rouge comme le sang et noire comme l'ébène. Noir, blanc, rouge, ce sont aussi les couleurs allemandes. De même que la reine était jalouse, de la même façon l'Angleterre et la France étaient jalouses de l'Allemagne noire-blanc-rouge. Comment fait-on pour tuer tout un peuple ? Ah, mes enfants, on fait une chose épouvantable : on l'essaie par la guerre... »

Heureusement, après la défaite provoquée par la trahison intérieure, Dieu a donné Hitler à l'Allemagne. On conclura en disant aux jeunes lecteurs : « Lorsque, le soir, vous êtes dans votre lit et que vous pensez à tous les êtres que vous aimez, pensez également à Adolf Hitler. Pensez, mes enfants, que c'est à vous, à votre avenir, qu'est vouée toute sa vie et son combat, et alors priez le Bon Dieu pour lui et dites : Protégez notre Führer et aidez-le dans sa grande tâche. Amen. »

Ou encore en faisant naître dans l'esprit des réflexions « sociales » justifiant l'horreur. Par exemple, en donnant l'exercice d'arithmétique suivant :

« Un aliéné coûte quotidiennement 4 marks, un invalide 5,5 marks, un criminel 3,5 marks. Dans beaucoup de cas, un fonctionnaire ne touche quotidiennement que 4 marks, un employé 3,5 marks, un apprenti 2 marks.

« 1. Faites un graphique avec ces chiffres.

« 2. D'après des estimations prudentes, il y a en Allemagne environ 300 000 aliénés, épileptiques, etc., dans les asiles. Calculez combien coûtent annuellement ces 300 000 aliénés et épileptiques. Combien de prêts aux jeunes ménages à 1 000

marks pourrait-on faire si cet argent pouvait être économisé ? »

Il y aura la destruction de la culture qui permet la réflexion critique. Les universités sont rapidement prises en main. On en chasse les esprits indépendants. On y trouve d'emblée des soutiens. Le grand philosophe Martin Heidegger explique à ses étudiants que « la prétendue liberté académique est en réalité le signe de la décadence », qu'elle est « inauthentique » parce que « purement négative ». Il leur dit, comme recteur de l'université de Fribourg, en novembre 1933 : « Ce ne sont pas des doctrines et des idées qui doivent constituer la règle de votre être [*Sein*]. Le Führer lui-même et lui seul est la seule réalité allemande, présente et future, et sa loi. » La Chambre nationale des écrivains, la Chambre nationale des journalistes, la Chambre nationale des musiciens transmettent les volontés et les idées du parti, donc du Führer.

Il y aura, dès 1934, le regroupement des patrons et des ouvriers au sein du Front allemand du travail qui créera les entreprises de loisirs *Kraft durch Freude* (la Force par la Joie). Dans l'entreprise, le chef reste le chef, mais il doit aller en excursion avec ses salariés pour développer le sens de la solidarité populaire, donc national-socialiste. Ce sera là un des aspects les plus paradoxaux du régime : les puissants de l'industrie gardent la direction de leurs empires, ils peuvent continuer à s'enrichir. Hitler laisse en place la structure économique antérieure dès lors que sa volonté politique n'est pas mise en cause. L'interventionnisme portera sur le commerce extérieur, sur les chantiers de travail destinés à résorber le chômage, sur le développement de l'industrie de guerre.

Il portera surtout sur la finalité du développement. La date-charnière sera ici 1936, quand Hjalmar Schacht est renvoyé du ministère de l'Économie qu'il dirige depuis juillet 1934 et quand Göring reçoit la responsabilité du nouveau plan de quatre ans. Dans une note confidentielle d'août 1936, Hitler écrit : « La solution définitive réside dans une extension de notre espace vital, c'est-à-dire dans une extension des ressources en matières premières et en produits alimentaires de notre nation, et non dans les exportations. C'est la tâche du pouvoir politique de résoudre cette question dans l'avenir [...]. Je fixe les

deux buts suivants : 1° les forces armées allemandes doivent être prêtes à combattre d'ici à quatre ans ; 2° l'économie doit être mobilisée pour la guerre d'ici à quatre ans.»

Le 17 décembre, Göring dira : « La seule chose qui importe est la victoire ou la décadence. Quand nous gagnerons, l'économie recevra sa compensation [...]. Nous sommes déjà dans la mobilisation et dans la guerre, excepté le fait que l'on n'a pas encore commencé à tirer.»

Cette finalité guerrière et conquérante ne sera jamais évidente aux yeux de tous, ni en Allemagne ni hors d'Allemagne. Pas plus que ne sera général l'enthousiasme mystique ni même l'adhésion complète à l'homme et à l'idéologie. Entre les fanatiques et les opposants actifs¹, existeront toutes les nuances de la confiance plus ou moins grande, du soutien plus ou moins chaleureux, de la soumission plus ou moins consentante.

Alfred GROSSER.

1. Voir le dernier chapitre.

Table des matières

AVERTISSEMENT	7
1. <i>Introduction: l'interrogation sur le devenir allemand</i> , par Alfred GROSSER	9
2. <i>Le nazisme, 9 novembre 1923: le putsch de Munich</i> , par Max GALLO	31
3. <i>Les élections du 14 septembre 1930</i> , par Henri BURGELIN	51
4. <i>Hitler chancelier: vers le pouvoir total</i> , par Alfred GROSSER	75
5. <i>Le 1^{er} décembre 1936</i> , par Joseph ROVAN	97
6. <i>L'encyclique Mit brennender Sorge</i> , par Jacques NOBÉCOURT	131
7. <i>Fin septembre 1938, Munich</i> , par Paul STEHLIN	155
8. <i>Le 22 juin 1941</i> , par Raoul GIRARDET	181
9. <i>20 janvier 1942, le protocole de Wannsee: de l'antisémitisme à la solution finale</i> , par Rita THALMANN	203
10. <i>Conclusion: signification d'un désastre</i> , par Alfred GROSSER	231
BIBLIOGRAPHIE	251
INDEX	255

Historiques

Entouré d'historiens et de germanistes : Henri Burgelin, Max Gallo, Raoul Girardet, Jacques Nobécourt, Joseph Rovan, le général Paul Stehlin et Rita Thalmann, Alfred Grosser, professeur des Universités à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Prix de la Paix à Francfort en 1975, nous propose ici dix leçons essentielles pour comprendre le nazisme :

- 1923 : le Putsch de Munich;
- 1930 : les élections;
- 1933 : la prise de pouvoir;
- 1936 : la fondation de la Hitlerjugend;
- 1937 : les rapports entre le Vatican et le Reich;
- 1938 : la conférence de Munich;
- 1941 : la guerre avec l'URSS;
- 1942 : la conférence de Wannsee qui décide la "solution finale";
- 1945 : un désastre et sa signification.